

Préfecture

Direction de la réglementation et des élections
Bureau de l'environnement et des enquêtes publiques

Arrêté de prescriptions complémentaires n°2012076-0009

Le Préfet des Yvelines
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement ;

Vu les décrets n°2010-369 du 13 avril 2010 et n°2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et notamment l'article 28-1, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, qui fixe l'obligation de mettre en place un plan de gestion de solvants pour toute installation consommant plus d'une tonne de solvants par an ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08-005/DDD date du 4 janvier 2008 autorisant la société SARP INDUSTRIES, dont le siège social est situé au 427 route du Hazay, zone du Port autonome de Limay-Porcheville, 78520 Limay, à exploiter à Limay, 727 route du Hazay, les activités soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement sous les rubriques suivantes :

Activités soumises à autorisation :

Rubrique e Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation
167 c	A	Déchets industriels provenant d'installations classées (installation d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères, et des installations mentionnées à la rubrique 1735) : - traitement	Traitement de 80 000 t/an de matières premières grasses, de déchets huileux, de graisses animales et de déchets hydrocarbonés provenant pour partie d'installations classées pour la protection de l'environnement.
322 B	A	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains : pré-traitement	- 20 000 t/an d'huiles alimentaires usagées
1432-2-a	A	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a. représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³ .	Stockage de : Méthanol (ou éthanol) : 1 cuve de 240 m³ Matières premières grasses : 3 300 m³ (2 cuves de 500 m ³ , 2 cuves de 250 m ³ et 2 cuves de 900 m ³) Huiles alimentaires usagées (HAU) : 200 m³ (2 cuves de 100 m ³ dans le bâtiment de prétraitement des HAU)

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Caractéristiques de l'installation
			Biodiesel : 3 300 m³ (1 cuve de 500 m ³ + 2 cuves de 1400 m ³) Capacité équivalente totale : 694 m³ $V = 240 + \frac{(3300 + 200 + 3300)}{15} = 694 m^3$
1433-B-a	A	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) : B. Autres installations Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a. supérieure à 10 t	Stockages intermédiaires de liquides inflammables (huiles, biodiesel, méthanol) et mélanges effectués dans cuves de capacité unitaire de 130 m ³ maxi, d'une capacité équivalente totale d'environ 100 tonnes.
1434-2	A	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution) : 2. Installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	Installation de chargement/déchargement de liquides inflammables (huiles et biodiesel) depuis une barge amarrée le long du site, avec un débit maximal de 400 m ³ /h
2240-1	A	Huiles végétales, huiles animales, corps gras (extraction ou traitement des), fabrication des acides stéariques, palmitiques et oléiques, à l'exclusion de l'extraction des huiles essentielles des plantes aromatiques, la capacité de production étant : 1. supérieure à 2 t/j	Traitement de 80 000 t/an de matières premières grasses, de déchets huileux sur la base de 330 j/an, soit environ 240 t/j
2910-B	A	Installations de combustion consommant des produits seuls ou en mélange différents de ceux visés en A et si la puissance thermique maximale est supérieure à 0,1 MW.	Chaudière de secours de 6,3 MW pouvant utiliser des combustibles de substitution ou des résidus de procédés (sous-produits à haut PCI, glycérol, etc.)
2920-2-a	A	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa : 2. Dans tous les autres cas a. supérieure à 500 kW	Unité de compression d'air : P = 120 kW Unité de production d'eau glacée : P = 496 kW
1611-2	D	Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, picrique à moins de 70 %, phosphorique, sulfurique à plus de 25 %, oxydes d'azote, anhydride phosphorique, oxydes de soufre, préparations à base d'acide acétique et d'anhydride acétique (emploi ou stockage de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t	1 cuve de 30 m ³ (soit 55 tonnes) d'acide sulfurique à 98% 1 cuve de 30 m ³ (soit 55 tonnes) d'acide phosphorique à 85 % Total : 110 tonnes
1630-B	NC	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) : B. Emploi ou stockage de lessives de Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes	Potasse (catalyseur) : 20 tonnes

Vu le courrier de SARP INDUSTRIES, unité de biocarburants, en date du 1^{er} février 2011 relatif au repositionnement de ses installations par rapport à la nomenclature modifiée, et à la description de modifications de certaines conditions d'exploitation,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 13 janvier 2012 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), au projet de prescriptions complémentaires, lors de sa séance du 14 février 2012 ;

Considérant que les modifications demandées n'entraînent pas d'impact négatif notable sur l'environnement ;

Considérant cependant que certaines prescriptions actuellement fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 janvier 2008 doivent être modifiées ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour le classement des installations suivant la nomenclature des installations classées modifiées en ce qui concerne les activités liées aux déchets notamment ;

Considérant que la société SARP INDUSTRIES n'a pas émis d'observations sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui lui a été notifié le 21 février 2012 ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R512-31 du code de l'environnement et de prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête :

Article 1 :

Le tableau de l'article 1.2.1 « liste des installations concernée par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral n°08-005/DDD du 4 janvier 2008 concernant l'unité de production de biocarburants de la société SARP INDUSTRIES située à Limay, 727 route du Hazay, est remplacé par le tableau suivant :

Activités et installations concernées	Eléments caractéristiques	N° de la nomenclature	Régime
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. 1. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Traitement de 80 000 t/an de matières premières grasses, de déchets huileux, de graisses animales et de déchets hydrocarbonés provenant pour partie d'installations classées pour la protection de l'environnement dont 20 000 t/an d'huiles alimentaires usagées, sur la base de 330 j/an, soit environ 240 t/j	2791 – 1	A
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : a. représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³ .	Stockage de : Méthanol (ou éthanol) : 1 cuve de 240 m³ Matières premières grasses : 3 300 m³ (2 cuves de 500 m ³ , 2 cuves de 250 m ³ et 2 cuves de 900 m ³) Huiles alimentaires	1432-2-a	A

	usagées (HAU) : 200 m³ (2 cuves de 100 m ³ dans le bâtiment de prétraitement des HAU) Biodiesel : 3 300 m³ (1 cuve de 500 m ³ + 2 cuves de 1400 m ³) Capacité équivalente totale : 694 m³ $V = 240 + \frac{(3300 + 200 + 3300)}{15} = 694 m^3$		
Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) : B. Autres installations Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : a. supérieure à 10 t	Stockages intermédiaires de liquides inflammables (huiles, biodiesel, méthanol) et mélanges effectués dans cuves de capacité unitaire de 130 m ³ maxi, d'une capacité équivalente totale d'environ 104 tonnes ¹ .	1433-B-a	A
Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-services visées à la rubrique 1435) : 2. Installation de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	Installation de chargement / déchargement de liquides inflammables (huiles et biodiesel) depuis une barge amarrée le long du site, avec un débit maximal de 400m ³ /h	1434-2	A
Huiles végétales, huiles animales, corps gras (extraction ou traitement des), fabrication des acides stéariques, palmitiques et oléiques, à l'exclusion de l'extraction des huiles essentielles des plantes aromatiques, la capacité de production étant : 1. supérieure à 2 t/j	Traitement de 40 000 t/an de matières premières grasses, ou huile sur la base de 330 j/an, soit environ 120 t/j	2240-1	A
Acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10%, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique (emploi ou stockage de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t	1 cuve de 30 m ³ (soit 55 tonnes) d'acide sulfurique à 98% 1 cuve de 30 m ³ (soit 55 tonnes) d'acide phosphorique à 85 % Total : 110 tonnes	1611-2	D
Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) : B. Emploi ou stockage de lessives de Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.	Potasse (catalyseur) : 40 tonnes	1630-B	NC

¹ Stockages considérés : cuve de méthanol intermédiaire (30 m³), préparation catalytique avec méthanol (60 m³), deux cuves de stockages d'huiles (2x130 m³), réacteurs de mélange (2x3x15 m³ + 2x3x15 m³), cuves tampons (2x20 m³), glycérol (13 m³), biodiesel (40 m³) ; soit $(30+60) \cdot 0.8_{(densité)} + (260+90+90+40+10+40) \cdot 0.9_{(densité)} / 15 = 103,8$ tonnes.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes			
--	--	--	--

A : autorisation ; D : déclaration ; NC : non classé. »

Article 2

Dans l'article 1.2.4 « consistance des installations autorisées » de l'arrêté préfectoral n°08-005/DDD du 4 janvier 2008 :

- au 1^{er} tiret (relatif au bâtiment process), il est ajouté la phrase suivante « Ce bâtiment comprend les locaux administratifs (bureaux, vestiaires, sanitaires) » avant « Ce bâtiment sera également le lieu de stockages ... » ;
- le tiret « bâtiment administratif de 400 m² (bureaux, vestiaires, sanitaires) » est supprimé ;
- le tiret « stockage intermédiaire de 20 tonnes de potasse » est remplacé par le tiret « stockage intermédiaire de 40 tonnes de potasse » ;
- le tiret « 2 réacteurs de 15 m³ pour les réactions d'estérification » est remplacé par le tiret « 2 fois 3 réacteurs de 15 m³ pour les réactions d'estérification » ;
- le tiret « 2 fois 3 réacteurs de 16 m³ pour les réactions de trans-estérification » est remplacé par le tiret « 2 fois 3 réacteurs de 15 m³ pour les réactions de trans-estérification » .

Article 3

Au chapitre 2.8 récapitulant les documents à transmettre à l'inspection, de l'arrêté préfectoral n°08-005/DDD du 4 janvier 2008, la ligne du 1^{er} tableau faisant mention à la chaudière de secours est supprimée.

Au chapitre 3.2 relatif aux conditions de rejet atmosphérique, de l'arrêté préfectoral n°08-005/DDD du 4 janvier 2008, la mention faite à la chaudière de secours est supprimée :

à l'article 3.2.1. « Dispositions générales », qui devient :

« ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite. »

à l'article 3.2.2 « conduits et installations raccordées », qui devient :

« ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

Les fluides intervenant dans le process de fabrication du biodiesel sont chauffés à l'aide de la vapeur générée par le site SARP Industries qui est voisin. »

De plus, l'article 3.2.3. « CONDITIONS GENERALES DE REJET » relatif à la chaudière de secours, et l'article 3.2.4.2. « Effluents issus de la chaudière de secours » sont supprimés.

Au chapitre 9.2 relatif à l'auto surveillance des émissions atmosphériques, de l'arrêté préfectoral n°08-005/DDD du 4 janvier 2008, la mention faite à la chaudière de secours est supprimée à l'article 9.2.1.1. « Auto surveillance des rejets atmosphériques » qui devient :

« ARTICLE 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques :

L'ensemble des données est conservé à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins cinq ans.

L'exploitant fait procéder par un organisme tiers compétent, et dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, à une campagne d'analyse des gaz émis suivant le programme indiqué dans le tableau suivant.

Emissaire concerné	Paramètres	Fréquence de prélèvement et d'analyse par un organisme compétent
Biofiltre	Débit	Semestrielle
	COV	Semestrielle

L'exploitant fait réaliser des mesures de débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées : six mois après la mise en service des installations, puis un an après leur mise en service, et ensuite tous les deux ans. »

Article 4

Au chapitre 4.3 relatif aux effluents aqueux, de l'arrêté préfectoral n°08-005/DDD du 4 janvier 2008, est ajouté l'article 4.3.15 suivant :

« ARTICLE 4.3.15. NON CONFORMITE DES EFFLUENTS

En cas de non conformité des effluents aux valeurs limites fixées à l'article 4.3.9 pour les eaux de procédés (traitées ou non au préalable en interne) ou à l'article 4.3.12 pour les eaux pluviales de voiries, les effluents sont dirigés vers une cuve de stockage tampon en vue de leur élimination en tant que déchet vers une installation dûment autorisée à les traiter, et conformément aux prescriptions du titre 5 « déchets » du présent arrêté. »

Article 5

A l'article 8.1.1 « Nature des matières premières grasses et des déchets huileux et hydrocarbonés » de l'arrêté préfectoral n°08-005/DDD du 4 janvier 2008, le 3^{ème} tiret mentionnant : « les déchets dangereux (déchets hydrocarbonés) » est supprimé.

Article 6

L'exploitant est tenu de réaliser un plan de gestion des solvants en vue d'établir un bilan matière entrée / sortie des solvants de l'installation. L'objectif est d'évaluer les émissions totales (diffuses et canalisées) ou diffuses de composés organiques volatils (COV).

Le plan de gestion des solvants est à transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté.

Par la suite, le plan de gestion des solvants est mis à jour à une fréquence annuelle (année N) et transmis à l'inspection des installations classées avant le 1^{er} avril de l'année N+1.

Article 7

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement.

Article 8

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Limay, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Une copie, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

En outre, un avis relatif à cette autorisation sera inséré par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affichée en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un extrait de cet arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site Internet de la préfecture.

Article 9

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 10

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Limay, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 16 MARS 2012

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Philippe CASTANET